



## IDÉES

# Notre système éducatif a besoin de plus d'autonomie

par Pierre-André de Chalendar

**N**otre système scolaire est-il trop éloigné du monde de l'entreprise ? A cette question posée voici quelques semaines, dans le cadre du baromètre de la confiance politique réalisé avec nos partenaires du Cevipof, les Français sont 79 % à répondre par l'affirmative. Un chiffre qui, reconnaissons-le, a de quoi interpellier.

Alors même que la société française se trouve plus fragmentée sans doute que jamais au plan de sa représentation politique, nos concitoyens restent donc en mesure de se retrouver autour d'un même constat, et de le faire massivement. C'est là une première surprise qui en amène immédiatement une seconde : là où une réforme de notre système éducatif était hier encore un sujet se prêtant, plus encore que d'autres, à d'innombrables controverses, elle semble désormais en mesure de faire consensus.

Rapprocher l'école de l'entreprise, c'est aussi, et précisément, l'un des engagements historiques de l'Institut de l'entreprise. Partenaire de longue date de l'Education nationale au sein du programme Melchior, nous mesurons donc à la fois ce qui a déjà pu être réalisé mais aussi et surtout, ce qui reste devant nous.

Car, soyons honnêtes, il ne s'agit sans doute pas seulement des entreprises. Ce que nos concitoyens attendent de l'école, c'est qu'elle sache davantage s'ouvrir au monde qui l'entoure. La France, c'est un fait, s'est largement construite autour

d'une école à qui nous devons, historiquement, le redressement de notre pays et l'enracinement de la République. L'Education nationale fait en un sens partie de notre patrimoine et c'est cela, aussi, qui confère à la médiocrité de nos classements dans les comparaisons internationales, le classement Pisa comme d'autres, des allures de traumatisme collectif.

## Oser l'autonomie

Inversement, notre système éducatif porte également la trace de notre histoire, une histoire faite, plus qu'ailleurs, de centralisation. C'est cet héritage qu'il nous faut aujourd'hui revisiter de manière lucide, à la manière d'un François Mitterrand lorsque, tout juste élu à la présidence de la République, il déclarait à ses ministres que, si la France avait eu besoin d'un pouvoir fort et centralisé pour se faire, elle avait désormais besoin d'un pouvoir décentralisé pour ne pas se défaire.

Pour ma part, je crois à la subsidiarité, et, en ce qui concerne notre système scolaire, à l'autonomie, c'est-à-dire en la capacité laissée à chaque établissement de répondre de manière plus spécifique aux enjeux sociaux, économiques et pédagogiques de son environnement. C'est du reste l'un des enseignements les moins mis en avant de l'étude Pisa en ce qui concerne la France : là où l'autonomie des établissements est géné-

ralement vue comme un levier de réussite et qu'elle concerne 60 % en moyenne des élèves de l'OCDE, ils ne sont en France que 10 % à étudier dans un établissement disposant d'une réelle autonomie. Si corrélation ne signifie pas toujours causalité, reconnaissons qu'il y a là au moins une piste à explorer.

Dans « Une Ecole qui peut mieux faire » (Albin Michel, 2022), Monique Canto-Sperber a eu le courage de pointer ce paradoxe français : un égalitarisme proclamé mais une école qui, dans les faits, se révèle plus inégalitaire qu'ailleurs. Elle a eu le mérite, aussi, de ne pas faire qu'explorer cette piste, en allant jusqu'à dresser le portrait de ce que pourrait être un système éducatif réconciliant, au service de l'ensemble des élèves de ce pays, besoin d'autonomie et promesse d'égalité.

L'autonomie, c'est d'abord un acte de confiance : confiance dans les chefs d'établissements pour ce qui concerne la constitution de leur équipe pédagogique, confiance dans les enseignants pour ce qui touche à la mise en œuvre du projet éducatif. Ces hommes et ces femmes, leur engagement et leur professionnalisme sont la véritable richesse de notre Education nationale, sachons donc enfin miser sur eux pour rendre à la République l'école qu'elle mérite !

**Pierre-André de Chalendar** est président de l'Institut de l'Entreprise.